

En marge du Sommet de la Francophonie

LA FRANCOFONIE SYNDICALE SE RÉUNIT À MONTREAL

LES 14, 15 ET 16 OCTOBRE 2008

PAR NORMAND PÉPIN

Venus d'Afrique, d'Haïti et d'Amérique, les représentants de la Francophonie syndicale, réunis à Montréal, les 14, 15 et 16 octobre 2008, ont tenu à interpeler les chefs d'État qui allaient se réunir au XII^e Sommet de la Francophonie, à Québec, du 17 au 19 octobre, pour qu'ils s'intéressent de près à l'économie réelle.



(Dans l'ordre habituel) Mody Guiro, président de l'organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale, la CSI-Afrique, Michel Arsenault, président de la FTQ, Michèle Audet, animatrice de la journée d'échanges, Mamounata Cissé, secrétaire générale de la CSI et porte-parole de la Francophonie syndicale, Claudette Carboneau, présidente de la CSN, et François Vaudreuil, président de la CSD.

La campagne électorale fédérale qui s'achevait (les élections ayant eu lieu le 14 octobre) avait été emblématique de ce que bien des dirigeants des pays francophones répétaient encore à la mi-octobre 2008. Ils disaient, comme le premier ministre Harper en campagne électorale, que les bases de leur économie étaient solides et qu'il n'y avait pas lieu de craindre ce qui se passait aux États-Unis. On les entendait encore dire que la crise n'était que financière, alors que les prix étaient un peu partout à la hausse, et que la crise financière devenait alors aussi une crise alimentaire. Admettre que la crise allait devenir généralisée était encore plus rare en ces lendemains d'élections fédérales.

Combattant l'idée qu'il ne s'agissait que d'une crise du système financier sans grands impacts sur l'économie réelle, Mamounata Cissé, la secrétaire générale adjointe de la **Confédération syndicale**

internationale (CSI)¹ et porte-parole de la Francophonie syndicale, a demandé aux chefs d'État et de gouvernement de « *contribuer aux efforts mondiaux afin de combattre les effets du chaos financier qui règne actuellement et éviter une récession mondiale menaçant l'emploi dans le monde entier avec de graves conséquences sur les couches les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes dans les pays les plus pauvres* ».

Comme la Francophonie syndicale représente 15 millions de travailleuses et de travailleurs de 96 organisations syndicales des pays francophones affiliées à la CSI, les situations sont pour le moins contrastées. Ainsi, si, dans les pays riches, les crises se traduisent par des pertes d'emplois et l'augmentation du nombre de chômeurs, dans les pays pauvres, les crises ont souvent des conséquences beaucoup plus graves à cause de la faiblesse du filet de sécurité sociale. Quand on vit avec un

ou deux dollars par jour, une augmentation du prix du carburant puis du prix des aliments peuvent avoir des effets dévastateurs sur les populations. Les repas s'espacent de plus en plus, la possibilité de

chauffer son logement ou ses aliments devient extrêmement onéreux, voire impossible.

Quand en plus la situation se complique par des entraves graves au processus démocratique, comme en Mauritanie, au Tchad, en Guinée et en République démocratique du Congo, les ingrédients d'un véritable désastre sont réunis. C'est pourquoi Mody Guiro, le président de la CSI-Afrique, a souligné que « *les chefs d'État et de gouvernement, l'Union africaine et les institutions internationales, doivent soutenir efficacement l'établissement de règles démocratiques garantissant la tenue d'élections libres et des mécanismes d'imputabilité ou de reddition de comptes auxquelles doivent être soumises les personnes élues* ».

La réunion de la Francophonie syndicale a aussi été l'occasion pour les représentants de la CSD, et des autres affiliés de l'ex-CMT, de prendre contact avec la nouvelle structure que représente la Francophonie

syndicale, une structure qui n'existait pas à la CMT. Et de rencontrer des représentants d'organisations syndicales d'Europe (Belgique, France), d'Afrique (Algérie, Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo), d'Amérique du Nord (Québec et reste du Canada) et d'Haïti.

Si les organisations syndicales ont des conditions d'exercice relativement semblables dans les pays industrialisés (Europe et Amérique du Nord), il en va autrement des organisations africaines et haïtiennes, où les activités syndicales sont parfois considérées comme séditeuses, particulièrement là où les syndicats constituent la principale force d'opposition à des dirigeants politiques autocratiques. Mais, à travers toutes les différences, ce qui a émergé au cours de ces trois jours de rencontres, ce sont surtout les points communs : la volonté d'agir pour changer le cours des choses dans son propre pays et sur la scène internationale, la ferme conviction que le libre-échange ne doit pas se faire n'importe comment, qu'il doit être encadré pour favoriser le respect des droits fondamentaux des travailleurs et des travailleuses et, enfin, la détermination de défendre de toutes ses forces les travailleurs et les travailleuses, de faire entendre leurs voix dans cette période trouble. ●●●

¹ La CSD est affiliée à la CSI depuis que la CMT, à laquelle la CSD était jusque là affiliée, et la CISL se sont sabordées pour fonder la nouvelle entité en novembre 2006.